

*Le Maroc demeure engagé pour une action africaine commune au service des causes nobles de l'Afrique et des intérêts vitaux de ses citoyens. Le Sommet de l'Union africaine (UA) de février 2025 s'est penché sur plusieurs questions, relatives notamment à la paix et la sécurité, l'intégration continentale, la sécurité sanitaire et les changements climatiques, en plus du renouvellement du leadership de la Commission de l'Union africaine.*

L'ordre du jour de cette échéance était également caractérisé par l'absence de la question du Sahara marocain et ce, au grand dam des adversaires de l'intégrité territoriale du Royaume. Ainsi, l'organisation panafricaine a confirmé sa posture visant à concentrer ses efforts sur le traitement des questions urgentes et prioritaires pour l'Afrique et rompre, par conséquent, avec son instrumentalisation en tant que plateforme dédiée au service d'agendas restreints et des visées politiques malsaines de certains.

A l'instar des années précédentes, la participation du Maroc aux travaux de cette session de la Conférence s'est illustrée par une contribution substantielle et à forte valeur ajoutée au titre des réunions et des événements de haut niveau ayant couvert plusieurs thématiques. Dans cette optique, le Maroc a pris part notamment à la réunion du Conseil de Paix et de Sécurité de l'UA au niveau des Chefs d'État et de Gouvernement sur la situation au Soudan et la crise à l'Est de la RDC, lors de laquelle le CPS a endossé à l'unanimité la proposition marocaine d'observer une trêve humanitaire au Soudan, durant le mois sacré du Ramadan, afin de permettre l'accès à l'aide humanitaire et ce, sans restriction, ni discrimination. Le Maroc a également pris part à la réunion de haut niveau sur le financement de la santé, lors de laquelle le Maroc a annoncé une contribution substantielle dans l'objectif du renforcement de la sécurité sanitaire au sein du continent.

Huit années se sont écoulées depuis le retour du Maroc à sa famille institutionnelle africaine. Une durée courte dans la vie des institutions multilatérales mais qui était suffisante pour que le Maroc puisse, grâce à une Vision Royale éclairée et proactive, se réaffirmer comme un acteur clé au sein de l'institution panafricaine, dont les actions et les initiatives jouissent de l'adhésion collective et dont la crédibilité lui a valu la confiance des forces vives de l'Union à différents égards.

Ainsi, l'Union africaine a désigné, en 2018, Sa Majesté le Roi Mohammed VI, Que Dieu L'assiste, en tant que Leader sur la question de la Migration et a choisi Rabat pour abriter l'observatoire africain pour les migrations. Aussi, les initiatives Royales afférentes aux questions du climat, lancées en 2016 lors du Sommet Africain pour

l'Action, représentent toujours une « success story » et un référentiel clair pour les pays africains dans le cadre de leur quête collective en vue de construire un modèle africain de résilience climatique.

En outre, les pays africains ont élu le Maroc comme membre du Conseil de Paix et de Sécurité au titre de deux mandats, 2018-2020 et 2022-2025, lors desquelles le Royaume a assuré la présidence de cet organe important à trois reprises et a lancé des initiatives innovantes, inédites et concrètes qui s'inspirent de la Vision Royale visant à servir les intérêts vitaux du citoyen africain en termes de paix, de sécurité et de développement. A cet égard, la Déclaration de Tanger, issue de la Conférence de Tanger sur la promotion de la Paix, la Sécurité et le Développement, a été endossée à l'unanimité par la Conférence de l'UA et a constitué un moment charnière sur le chemin de la redynamisation de l'approche nexus paix-sécurité-développement comme réponse globale, intégrée et pertinente face aux défis afférents à la paix et la sécurité sur le continent. En outre, cette initiative a fédéré les efforts de toutes les parties prenantes, notamment les États membres, les organes et les institutions financières, les communautés économiques régionales, les agences de l'ONU et les organisations de la société civile.

Par ailleurs, le Maroc a mis en place un programme de formation spécialisée pour les observateurs électoraux de l'UA et ce, dans l'objectif de promouvoir le processus démocratique sur le continent africain.

Le Royaume a aussi réussi à assurer la présence de profils hautement qualifiés au niveau des différentes structures de la Commission de l'Union africaine comme le poste de Directeur Général de la CUA, qui constitue une position managériale clé au sein de cette dernière, ainsi que d'autres positions d'importance stratégique. Sur un autre registre, le Maroc a accédé à la présidence et à la vice-présidence d'organes importants au sein de l'Union. Dans ce sens, il a assuré la Présidence, au niveau ministériel, du Comité Technique Spécialisé sur les questions économiques, et la Vice-Présidence du CTS sur la fonction publique, les collectivités territoriales, le développement urbain et la décentralisation. Aussi, il a assuré la présidence du sous-comité sur les questions économiques et la Vice-Présidence du sous-comité sur les questions environnementales.

Fort de son ancrage historique dans l'édifice institutionnel africain, en étant l'un de ses membres fondateurs, et de son engagement résolu et constant au service des causes nobles du continent africain, le Maroc poursuivra résolument et avec détermination sa contribution constructive et à forte valeur ajoutée à l'action

africaine commune dans le cadre du processus intergouvernemental, à relever les défis qui persistent au sein de l'organisation panafricaine en termes de renforcement de la bonne gouvernance administrative et financière et à contrecarrer toutes les tentatives visant à freiner l'élan de réforme au sein de l'Union Africaine.

Les efforts du Maroc au sein de l'institution visent principalement à concrétiser la Vision Royale qui consiste à placer les causes nobles de l'Afrique et les intérêts vitaux du citoyen africain en matière de paix, de sécurité et du développement au centre de l'agenda panafricain et de donner le leadership au continent africain pour qu'il puisse porter haut la voix de l'Afrique à l'échelle internationale.